



Assemblée générale

Cinquante-cinquième session

94^e séance plénière

Vendredi 9 mars 2001, 10 heures

New York

Documents officiels

Président : M. Holkeri (Finlande)

La séance est ouverte à 10 heures.

Point 122 de l'ordre du jour (suite)

Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies

Le Président (*parle en anglais*) : J'informe les membres que le Congo a effectué le versement nécessaire pour ramener le montant de ses arriérés en deçà du montant spécifié à l'Article 19 de la Charte.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend dûment note de cette information?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Cette information sera publiée dans un additif au document A/55/475.

Point 46 de l'ordre du jour (suite)

La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales

Projet de résolution (A/55/L.79)

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant de l'Allemagne qui va présenter le projet de résolution A/55/L.79.

M. Kastrup (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de commencer à temps, comme à l'habitude.

Lorsque j'ai présenté le traditionnel projet de résolution annuel sur la situation en Afghanistan, il y a seulement deux mois et demi, je ne m'attendais certainement pas à devoir présenter si rapidement un autre projet de résolution sur l'Afghanistan. Toutefois, les derniers événements en Afghanistan rendent cette initiative nécessaire. C'est avec incrédulité et stupéfaction que nous avons pris connaissance du décret adopté par les Taliban le 26 février 2001, ordonnant la destruction de toutes les statues et tous les sanctuaires non islamiques en Afghanistan. J'ai été encore plus indigné lorsque les autorités Taliban ont annoncé que malgré toutes les initiatives et tous les appels de la communauté internationale, la destruction des monuments et des objets d'art, en particulier celle des sculptures bouddhiques uniques de Bamiyan, avait déjà commencé.

Nous avons eu très peu de temps pour mettre au point ce projet de résolution. Néanmoins, 80 pays ont signé le document et d'autres ont demandé à s'en porter coauteurs. Les pays suivants, non mentionnés dans le projet de résolution dont l'Assemblée est saisie, s'en sont portés coauteurs : Afrique du Sud, Argentine, Slovaquie, Suriname et Thaïlande. Je tiens à remercier tous les intervenants de leurs précieuses contributions et de leurs efforts considérables, qui ont permis de donner forme au texte présenté aujourd'hui. Je voudrais également exprimer ma reconnaissance à tous les pays pour l'appui ferme qu'ils nous ont manifesté au cours des derniers jours.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-178. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.

La destruction systématique, par les Taliban, de statues bouddhiques et d'autres éléments du patrimoine culturel est inacceptable. Nous condamnons énergiquement ces actes de destruction, que nous considérons comme des actes irresponsables d'intolérance religieuse qui auront pour effet d'isoler encore davantage les Taliban. Compte tenu de la famine actuelle et de la misère toujours croissante que la population afghane doit subir, nous demandons instamment aux Taliban de ne pas faire fi de la volonté de la communauté internationale et de ne pas rejeter le vote unanime des États Membres de l'ONU.

L'une des statues bouddhiques de Bamiyan est de la taille de la statue de la Liberté à New York. Ces statues ont survécu à 1 500 ans d'histoire. Les gouvernements islamiques qui se sont succédé en Afghanistan ont préservé ces chefs-d'oeuvre pendant 14 siècles. Il y a 1 500 ans, la vallée de Bamiyan, où les Bouddhas s'élevaient aujourd'hui, était un segment important de la route du commerce entre la Chine et l'Inde, dans une partie de l'Asie où les langues et les religions – bouddhisme, hindouisme et, plus tard, islam – coexistaient. Il y a également eu dans ce lieu un centre monastique célèbre et extraordinaire. Au cours des derniers jours, j'ai appris que la destruction de ces Bouddhas serait aussi une catastrophe pour les spécialistes de l'art asiatique. Outre le fait que Bamiyan est l'un des rares lieux où l'on trouve des exemples de sculpture bouddhique monumentale, il représente également une clef pour les questions innombrables qui se posent sur l'évolution interne du bouddhisme et l'influence qu'il a eue sur d'autres cultures en Asie.

L'islam n'est pas seulement l'une des religions les plus importantes au monde, c'est également l'une des civilisations les plus sophistiquées. Le patrimoine islamique a donné au monde des oeuvres artistiques, scientifiques et philosophiques irremplaçables. L'esprit de sagesse et de tolérance séculaire de l'Islam et du monde musulman mérite notre respect et notre admiration. La destruction des statues de Bamiyan va à l'encontre de cet esprit. C'est de la barbarie; une barbarie qui non seulement détruit le patrimoine culturel de l'humanité, mais porte également atteinte à l'islam et au monde musulman. À cause d'un tel acte, cette religion, connue pour ses valeurs de tolérance et de respect pour toutes les civilisations, risque d'être perçue dans certaines parties du monde d'une façon fort différente de ce qu'elle est en réalité.

L'Allemagne appuie pleinement tous les efforts déployés et toutes les initiatives prises par certains États, et certaines organisations internationales ou institutions privées, en particulier les efforts faits par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture afin de préserver les sculptures en Afghanistan. Dans le projet de résolution qui sera adopté aujourd'hui, nous offrons une assistance de la communauté internationale afin de protéger les sculptures y compris, si nécessaire, de les déplacer temporairement ou de les soustraire à la vue du public. Mon pays a déjà déclaré être prêt à contribuer à une telle initiative internationale.

L'adoption de ce projet de résolution revêt une importance vitale. Elle témoigne, auprès des dirigeants Taliban, de l'unité de la communauté internationale, qui condamne unanimement la destruction qu'ils ont décrétée. Nous avons toujours un certain espoir que la démolition des Bouddhas et d'autres reliques ou oeuvres d'art en Afghanistan ne soit pas encore terminée. Nous exhortons vivement les Taliban à rapporter leur décret, à arrêter son application et à prendre des mesures immédiates pour empêcher d'autres destructions du patrimoine culturel afghan. J'espère que notre appel ne viendra pas trop tard.

Pour terminer, je voudrais dire que l'Allemagne souscrit pleinement à la déclaration de l'Union européenne que va faire l'ambassadeur de Suède.

M. Schori (Suède) (*parle en anglais*): J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne. Les pays d'Europe centrale et orientale associés à l'Union européenne – Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie –, et les pays associés, Chypre, Malte et Turquie, ainsi que les pays de l'Association européenne de libre-échange, membres de l'Espace économique européen, l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, souscrivent à cette déclaration.

Je voudrais d'abord remercier le Président d'avoir convoqué cette importante réunion avec un si court préavis.

C'est avec consternation et stupéfaction que l'Union européenne a pris connaissance, la semaine dernière, du décret du dirigeant Taliban Mullah Omar, ordonnant la destruction de l'ensemble des statues et lieux saints en Afghanistan. En outre, l'Union européenne a été révoltée d'apprendre des autorités Taliban,

dimanche dernier, que la destruction des objets d'art avait déjà commencé.

Les objets d'art d'Afghanistan ont une valeur historique inestimable. Le riche patrimoine culturel de l'Afghanistan est d'une importance vitale, non seulement pour l'Afghanistan, mais aussi pour le monde entier. L'Union européenne exhorte vivement les dirigeants Taliban à prendre des mesures immédiates pour empêcher d'autres destructions de reliques irremplaçables, qui privent le peuple afghan et la communauté internationale de ce riche patrimoine culturel.

L'Union européenne condamne vigoureusement cette décision profondément tragique prise par les Taliban. Elle demande instamment aux Taliban d'annuler cette décision et de faire montre de l'esprit de tolérance recommandé par l'Islam ainsi que de respect à l'égard des sentiments de la communauté internationale en la matière.

L'Union européenne salue et appuie vivement le projet de résolution dont nous sommes saisis, et qui, nous en sommes convaincus, sera adopté par consensus.

M. Bazel (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Durant des années, nous avons entendu parler de la barbarie des Taliban contre les êtres humains, tels que les exécutions sommaires; le nettoyage ethnique; l'apartheid sexuel; la déportation forcée de centaines de milliers d'innocents, la séparation des femmes des hommes de leur famille; l'incendie et la destruction de maisons et la destruction de systèmes d'irrigation, de canaux, de vergers et de moyens de subsistance, systématiquement mis en oeuvre par le triangle Pakistan-Taliban-bin Laden dans les zones occupées de l'Afghanistan.

Mais les événements de ces deux dernières semaines dans ces zones occupées montrent une nouvelle dimension des méfaits sombres et inquiétants de ce triangle, à savoir le génocide culturel. Le triangle a commencé sa campagne de génocide culturel par l'incendie de milliers d'anciens manuscrits perses – un acte condamné par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) – la destruction à Herat de peintures du miniaturiste renommé et respecté, le Professeur Mashal, ainsi que l'interdiction du premier jour de Naoroz, dans la nouvelle Année perse, célébré en Afghanistan depuis des milliers d'années. De même et par haine à l'égard de la riche culture des Afghans de

langue persane, le triangle a interdit l'emploi du persan, qui est la lingua franca de l'Afghanistan depuis des siècles, en tant que langue de travail dans les zones sous occupation.

Par ailleurs, le triangle s'est lancé dans une politique de bouleversement social en vue de changer la composition démographique des diverses provinces d'Afghanistan par la réinstallation des habitants originaires des régions du centre et du nord de l'Afghanistan, en vue de troubler la coexistence fraternelle harmonieuse des groupes ethniques afghans, qui existe depuis des centaines d'années. Cela représente un plan arbitraire du triangle pour plonger l'Afghanistan dans les flammes de la haine et du nettoyage ethniques.

Conformément à la politique de génocide culturel, Mullah Omar, le fantôme du Pakistan et chef des Taliban, a promulgué un décret le 26 février 2001 ordonnant la démolition des reliques préislamiques en Afghanistan. Cela constitue un acte barbare contre des êtres non vivants, alors que les Taliban maîtrisent déjà la barbarie contre les êtres vivants. Ce décret infâme – dément, absurde et qui reflète largement un plan diabolique de la junte pakistanaise au pouvoir, principale force derrière la « talibanisation » de la région – vise à détruire l'identité historique et culturelle de l'Afghanistan.

S'associant aux protestations de la communauté internationale, l'État islamique d'Afghanistan a fermement condamné la promulgation de ce décret indigne et la destruction de statues, qui est tout à fait anti-islamique, anticulturelle et antiafghane.

Nous sommes fermement convaincus que la responsabilité principale de tout dommage aux biens culturels afghans ou de leur pillage causé par ce décret, retombe sur la junte militaire du Pakistan. La participation directe du Pakistan aux combats en Afghanistan est un fait bien connu de la communauté internationale, tout comme le fait que le Pakistan est la principale source d'endoctrinement de l'extrémisme religieux dans cette région. Le Pakistan utilise des groupes extrémistes religieux pour ses objectifs d'expansion et d'hégémonie dans la région.

Dans son rapport de novembre 2000 sur la situation en Afghanistan, le Secrétaire général de l'ONU a indiqué qu'il y a un grand nombre de non-Afghans, principalement des Pakistanais, avec les Taliban. Non seulement les Pakistanais participent aux combats avec

les Taliban, mais en fait des officiers supérieurs pakistanais sont engagés dans la planification et le soutien logistique des opérations militaires des Taliban sur les champs de bataille d'Afghanistan. La junte militaire pakistanaise est directement responsable des actions et crimes commis dans les zones occupées de l'Afghanistan.

La Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, qui interdit toute forme de réquisition, de vol, de pillage, de vandalisme, de détournement ou de représailles contre des biens culturels, doit être respectée par la junte militaire pakistanaise. De même, les Protocoles additionnels aux Conventions de Genève du 12 août 1949 considèrent comme une grave violation – donc, un crime – tout acte d'hostilité contre des monuments historiques, oeuvres d'art ou lieux de culte, qui représentent le patrimoine culturel ou spirituel de la population.

L'État islamique d'Afghanistan, vivement préoccupé par le sort de deux anciennes statues du Bouddha à Bamiyan, a déjà pris contact avec l'UNESCO et demandé, dans des lettres en date du 22 avril 1997 et du 12 novembre 1999, la reconnaissance des statues de Bamiyan comme faisant partie intégrante du patrimoine culturel mondial. Cette reconnaissance d'un monument historique aurait pu assurer une protection spéciale de la part de l'UNESCO. Nous avons été consternés de ne recevoir aucune réponse. On peut se demander jusqu'à quel point accéder à cette requête aurait pu assurer la protection requise de ces statues contre les intentions diaboliques de vandalisme émanant de l'obscurantisme étroit des Taliban.

Ces statues préislamiques ont été préservées comme un patrimoine national par les gouvernements islamiques successifs en Afghanistan pendant 14 siècles. La destruction des statues de Bamiyan n'est pas seulement un crime contre l'histoire, l'art et l'humanité, mais aussi un crime contre la paix et la stabilité dans le monde. En effet, si une violence communale et sectaire fait suite dans différentes régions du monde à cet acte odieux de l'alliance entre les Pakistanais et les Taliban, celui-ci constituera une menace pour la paix et la sécurité internationales.

L'État islamique d'Afghanistan et le peuple afghan attachent une grande importance au patrimoine culturel d'Afghanistan, qu'ils considèrent comme une valeur culturelle fondamentale. Nous voudrions saisir

cette occasion pour lancer un appel à l'UNESCO pour qu'elle nous aide à préparer un inventaire de tous les objets d'art, monuments, pièces, archives, manuscrits, documents ou tout autre trésor artistique ou culturel. La création d'un comité pour le retour des biens culturels d'Afghanistan ou la restitution de ces biens en cas d'appropriation criminelle pourrait jouer un rôle important dans les efforts entrepris pour préserver ou restituer les biens culturels afghans.

La majeure partie du pillage et des vols qui se sont produits au musée de Kaboul est postérieure à avril 1992, lorsque le site du musée a été occupé par l'alliance entre les Pakistanais et Hekmatyar. Nasirullah Baber, ancien Ministre de l'Intérieur du Pakistan, considéré par de nombreux médias pakistanais comme le père des Taliban, et M. Zardari, époux de l'ancien Premier Ministre du Pakistan, parmi d'autres, ont participé au vol et à la contrebande des objets d'art afghans.

En conclusion, nous voudrions insister sur ce qui suit.

Premièrement, la Charte de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) stipule dans son préambule :

« Résolu à préserver les valeurs spirituelles, morales et socioéconomiques de l'islam »

Sur la base de cette disposition, l'OCI devrait briser le silence et clairement énoncer sa position quant aux paroles et aux actes des Taliban au nom de l'Islam.

Deuxièmement, les pays qui ont reconnu les Taliban pour le gouvernement légitime et authentique de l'Afghanistan ont non seulement légitimé l'occupation de certaines parties de l'Afghanistan par un réseau international de terroristes, mais aussi admis les interprétations religieuses des Taliban. Il est temps que ces pays retirent leur reconnaissance à ce qu'il est convenu d'appeler l'émirat des Taliban, qui constitue non seulement une aberration éloignée de la modération et de la civilité afghanes, mais aussi un outrage au caractère afghan. En outre, vu son obscurantisme et ses opinions ignares, ce groupe a déformé l'image de l'Islam.

Troisièmement, la communauté internationale et l'Organisation des Nations Unies devraient exercer de fortes pressions sur le Pakistan, centre idéologique de l'internationalisme taliban, pour qu'il mette fin à ses objectifs agressifs et hégémoniques dans la région,

qu'il retire son personnel militaire d'Afghanistan et ferme les usines à fabriquer des Talibans, autrement dit ces *madrassas* – écoles religieuses – où sont inculqués le sectarisme, la haine de l'humanité et l'intolérance religieuse.

M. Satoh (Japon) (*parle en anglais*) : Au nom du Gouvernement japonais, j'aimerais m'associer aux appels lancés par la communauté internationale pour la préservation des statues et des monuments historiques d'Afghanistan. À cet égard, j'aimerais exprimer ici nos remerciements à l'Allemagne pour l'initiative qu'elle a prise de préparer le projet de résolution dont nous sommes saisis.

Le Japon déplore la destruction des statues et monuments historiques d'Afghanistan que réclame le décret adopté par les Talibans. Ils font véritablement partie du patrimoine commun de toute l'humanité.

Nous sommes en outre attristés d'apprendre que cette destruction a commencé au mépris des innombrables appels lancés par la communauté internationale, y compris le Secrétaire général, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et les pays de l'Organisation de la Conférence islamique.

Récemment, nous avons été encouragés par les mesures constructives prises par les Talibans qui, en réponse aux appels de la communauté internationale, ont réduit très sensiblement la culture du pavot d'opium et ont donné aux femmes au moins un certain accès à l'éducation et aux soins de santé. Nous sommes par conséquent d'autant plus déçus de la destruction de ces objets sans prix.

Il est en effet ironique que ce décret ait été publié au cours de cette Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations, pendant laquelle la communauté internationale doit réaffirmer l'esprit de tolérance et de respect pour les différences culturelles et religieuses. Cette notion de tolérance et de respect est admise par toutes les grandes religions du monde, y compris l'islam. J'aimerais donc lancer un appel aux Talibans pour qu'ils cessent les destructions et fassent preuve de tolérance pour ces statues et monuments historiques. Les peuples de toutes les régions du monde attendent un signe montrant que les Talibans sont prêts à agir ainsi.

Il est important que l'Assemblée générale adopte par consensus ce projet de résolution nécessaire

d'urgence, avant que le Secrétaire général ne parte vers cette région aujourd'hui. De plus, j'aimerais vous demander, Monsieur le Président, de transmettre directement aux autorités Talibans, par tous les moyens dont vous disposez, le texte de ce projet de résolution avec le compte rendu de la séance d'aujourd'hui.

Avant de conclure mon intervention, je voudrais brièvement aborder la question de l'aide humanitaire à tous ceux qui souffrent à l'intérieur et au dehors de l'Afghanistan. Comme l'a décrit récemment de manière éclatante le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires nouvellement nommé, les efforts combinés de la guerre et des catastrophes naturelles ont causé au peuple afghan des souffrances atroces. Je tiens à souligner la nécessité que la communauté internationale s'attaque immédiatement à cette question.

M. De Saram (Sri Lanka) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur, au nom de Sri Lanka, de transmettre notre reconnaissance et notre gratitude à la délégation allemande pour tout ce que l'Ambassadeur Kastrup et ses collègues de la Mission permanente de l'Allemagne ont fait pour veiller à ce que l'Assemblée générale examine aujourd'hui sans plus attendre la question de la préservation des statues du Bouddha sur les falaises de Bamiyan. Je remercie l'Ambassadeur Kastrup de nous avoir fait une présentation mûrement réfléchie du projet de résolution dont nous sommes saisis. C'est un projet de résolution dont Sri Lanka a l'honneur d'être coauteur.

La réunion que tient aujourd'hui l'Assemblée générale revêt un caractère tout à fait unique. C'est à l'Assemblée générale – qui rassemble les pays du monde entier et dont les préoccupations et les responsabilités sont universelles – que le monde s'adresse avec ses problèmes, ses épreuves, ses angoisses et ses espoirs; et c'est l'Assemblée générale qui par ses débats, ses échanges de vues et ses résolutions officielles offrent un réconfort, si ce n'est toujours des solutions, à des millions d'êtres humains de par le monde.

Les statues de Bamiyan sont des statues du Bouddha, mais c'est l'Allemagne, qui n'est pas un pays en majorité bouddhiste, qui a présenté un projet de résolution sur la préservation de ces statues à l'Assemblée générale. On compte parmi les coauteurs du projet de résolution nombre de délégations de pays pratiquant essentiellement les autres grandes religions de l'humanité.

Ceux qui se tiennent aujourd'hui à Bamiyan devant les statues du Bouddha appartiennent à des tribus anciennes – des tribus dont le courage face aux hordes guerrières qui ont traversé leurs vallées a impressionné l'humanité au cours des siècles. Et pourtant on nous dit que ces mêmes guerriers souhaitent aujourd'hui détruire les statues du Bouddha, alors que le Bouddha nous a appris que le plus grand combattant, c'est celui qui se conquiert lui-même.

Ce sont les paroles du Bouddha qui ont incité l'empereur guerrier Asoka, trois siècles avant l'ère chrétienne, à abandonner la violence de la guerre et à embrasser la non-violence de la paix. Et c'est ce même empereur qui a envoyé son fils Mahinda et sa fille Sanghamitta à Sri Lanka munis des enseignements du Bouddha. À son arrivée à Sri Lanka, Sanghamitta a apporté une pousse de l'arbre sacré, le figuier pippal, sous lequel, des siècles auparavant, Bouddha s'était assis pour méditer sur les malheurs et les souffrances de l'humanité et sur la façon dont ces malheurs et ces souffrances pouvaient permettre de parvenir à la lumière et, par là, à la délivrance. Cette pousse est aujourd'hui le figuier pippal sacré qui se trouve encore actuellement dans la ville d'Anuradhapura, à Sri Lanka, ville qui appartient au patrimoine de l'humanité. Ce figuier est révérend par toute la population de notre pays, qu'elle soit adepte du bouddhisme ou d'une autre des grandes religions de notre pays – christianisme, hindouisme et islam.

Notre assemblée aujourd'hui ne peut que prier et espérer que les statues de Bamiyan ne sont pas, et ne seront pas, détruites. Il s'agirait là d'un acte de destruction cruel, massif, arbitraire et extrêmement choquant. Nous pouvons toutefois nous assurer qu'au sein de l'ONU, au Siège, tout est fait pour trouver les moyens de protéger et de conserver précieusement pour toujours la totalité des statues, des monuments, des objets et des lieux de culte ou de spiritualité qui forment une composante importante de la civilisation humaine. En conclusion, je voudrais dire que la délégation de Sri Lanka espère pouvoir, dans le cadre de la préparation de la prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale, se concerter avec d'autres délégations afin de déterminer comment procéder de la meilleure manière possible.

Le projet de résolution dont nous sommes saisis bénéficie de l'appui total de Sri Lanka. Enfin, je tiens à assurer l'Assemblée que le Président, le Premier Ministre et le Ministre des affaires étrangères de Sri Lan-

ka continuent de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que soient préservées les statues d'Afghanistan.

M. Dorji (Bhoutan) (*parle en anglais*) : Le peuple et le Gouvernement du Bhoutan sont profondément affligés par la destruction délibérée, par les Taliban, des statues séculaires du Bouddha se trouvant dans la province afghane de Bamiyan. Nous estimons que ces statues uniques non seulement appartiennent au patrimoine inestimable du peuple afghan, mais aussi font partie du patrimoine commun de l'humanité. Nous condamnons fermement la destruction des statues du Bouddha et autres reliques et monuments par les Taliban, et lançons un nouvel appel à ces derniers pour leur demander de révoquer leur édit du 26 février 2001 et de mettre fin à cette destruction injustifiée.

Le bouddhisme fait partie intégrante du patrimoine de mon pays. Nous appliquons les principes bouddhistes de paix, de tolérance et de compassion. Nous accordons la plus haute priorité à la préservation de la richesse de notre culture et de notre tradition. En même temps, nous respectons les autres croyances, les autres religions et les autres modes de vie. C'est là un principe essentiel si nous voulons vivre comme des êtres civilisés en harmonie et en paix avec d'autres nations. C'est pourquoi nous sommes profondément scandalisés par l'édit des Taliban ordonnant de détruire les statues du Bouddha, et par les actes de destruction en cours. Cela a profondément blessé les sentiments de notre peuple.

Il ne peut pas y avoir d'explication rationnelle à cet acte irresponsable. Le *New York Times* du 3 mars publiait un article rapportant les appels lancés aux Taliban par le Secrétaire général de l'ONU, par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), par le Metropolitan Museum of Art et par d'autres pays et dignitaires. Dans cet article, Holland Cotter citait le Coran :

« Je n'adore pas ce que vous adorez. Et vous n'êtes pas adorateurs de ce que j'adore. À vous votre religion, et à moi ma religion. »

Comme il l'a fait remarquer, cette affirmation laconique de tolérance religieuse, cette attitude de « vivre et laisser vivre », provient du Coran. C'est pourquoi les actes des Taliban apparaissent comme totalement contraires aux préceptes de l'islam et ne peuvent bénéficier d'aucun appui.

Pour ce qui est de l'examen par l'Assemblée générale, ce matin, du projet de résolution A/55/L.79, ma délégation voudrait remercier la délégation allemande d'avoir pris l'initiative de préparer ce projet de résolution. Nous sommes heureux de nous en porter coauteur, et nous demandons qu'il soit adopté par consensus. À cet égard, nous voudrions également qu'il soit fait état dans le procès-verbal de notre reconnaissance envers le Secrétaire général pour les efforts qu'il a déployés.

Les appels lancés aux Taliban sont venus de partout. Cependant, ces derniers semblent avoir renoncé à tout sentiment de justice, de tolérance et de respect des autres et avoir abandonné toute raison, et ils semblent décidés à mettre à exécution ces actes insensés de destruction. Nous espérons que grâce à l'appel collectif de la communauté internationale, tel qu'il est exprimé par ce projet de résolution, les Taliban choisiront d'écouter la voix de la raison et du bon sens, et respecteront l'appel qui a été lancé pour qu'il soit mis fin à la destruction des précieuses statues de Bamiyan et d'autres reliques et monuments.

M. Sharma (Inde) (*parle en anglais*) : Nous vous remercions vivement, Monsieur le Président, de la promptitude avec laquelle vous avez convoqué cette séance, et nous remercions également la délégation allemande, avec à sa tête l'Ambassadeur Kastrup, de l'initiative qu'elle a prise d'élaborer le projet de résolution et du soutien mobilisé sur ce projet en un laps de temps si bref.

Nous nous réunissons aujourd'hui pour débattre de mesures qui, au XXI^e siècle, auraient dû être impensables. L'Afghanistan a été par son histoire à la croisée des civilisations, dont il porte dans une large mesure l'empreinte sur toute l'étendue de son territoire. Les reliques de ces civilisations, notamment les Bouddhas géants de Bamiyan, sont les témoins de la fierté des Afghans pour leur tradition.

Le décret des Taliban s'en prend non seulement à la tradition afghane, mais également au patrimoine commun de l'humanité et à la notion même de vie civilisée. Il illustre, une fois de plus, les idéologies sectaires et obscurantistes des Taliban et en rappelle les décrets précédents, tels que le décret de 1998 qui obligeait une minorité de la société afghane à porter un vêtement ou une insigne distinctifs pour qu'on puisse facilement en identifier les membres.

Il montre également, une fois de plus, que ce en quoi les Taliban croient vraiment, c'est la destruction :

ils ont détruit l'harmonie entre les différents groupes ethniques en Afghanistan; ils ont étouffé chez les femmes afghanes le désir de s'éduquer; ils ont totalement détruit le foyer et les moyens de subsistance d'un grand nombre de personnes; et ils ont bafoué sans pitié les droits fondamentaux des Afghans.

Face à l'indignation universelle et malgré les protestations et les appels lancés contre cette mesure, les Taliban s'entêtent à commettre cet acte gravissime, ce sacrilège contre l'humanité, contre l'héritage de civilisation et de culture de tous les humains, et ils ont commencé à détruire les statues du Bouddha à Bamiyan, incomparables et absolument uniques, célébrées depuis près de deux millénaires. Il est vraiment profondément tragique et préoccupant de voir que cet acte de vandalisme culturel, le plus extrême parmi les nombreux autres actes de destruction de statues, d'objets d'art et de trésors archéologiques de l'Afghanistan, continue d'être perpétré malgré le tollé universel qu'il a provoqué. Le choix pervers de le perpétrer au nom d'une noble religion ne fait que le rendre encore plus répréhensible.

L'idée de détruire le Bouddha de Bamiyan ne doit pas être vue comme un acte impulsif; elle s'inscrit au contraire dans une politique de nihilisme culturel visant à faire table rase du passé culturel de l'Afghanistan, qui est à la croisée de l'histoire de l'Asie et qui est le palimpseste de civilisations successives. Le but est d'effacer totalement l'une des pages les plus écrites de l'histoire du monde, de détruire le patrimoine de tout un peuple, devant nos yeux, dans un acte que nous croyions, au XXI^e siècle, définitivement relégué au passé. Un résident réfugié de Kaboul faisait observer : « Nous avons tout perdu – notre système économique et notre système politique. La seule chose qui nous restait était notre histoire. C'est comme détruire le dernier espoir qui nous restait en tant qu'Afghans ».

Ce dernier affront innommable à l'idée que nous nous faisons de la civilisation, idée autour de laquelle nous nous efforçons de stimuler le dialogue en cette enceinte, s'inscrit dans une entreprise systématique d'éradication de la mémoire de tout un peuple. Ai Khanoum, citée grecque de la province septentrionale de Takhar bâtie entre le quatrième et le second siècle avant J.C., relique de l'époque d'Alexandre le Grand, a fait l'objet d'un pillage systématique. Sur le site le plus célèbre du pays, Hadda, près de Jalalabad – stupa et monastère construits du second au septième siècle et réputés pour leurs sculptures gréco-romaines – pas une

statue n'a échappé au pillage. Le Musée de Kaboul, dont la collection attestait des influences culturelles d'une diversité rarement égalée dans l'histoire – persanes, mongoles, chinoises, grecques, romanes et même mésopotamiennes, et absolument uniques en leur genre pour le niveau exceptionnel atteint par l'art de cette période – est maintenant totalement pillé et dépouillé.

Le Musée contenait les ivoires de Begram, les stucs de Hadda, des figurines d'argile peint de Bamian, des bronzes et des marbres du Ghaznavid, des objets en bois du Nouristan, des pièces de monnaie datant de l'antiquité grecque, des poteries émaillées façonnées selon une technique hellénistique et un dessin indien, des masques en or repoussé et des bronzes représentant des cavaliers grecs. Parmi les pièces perdues par le Musée se trouve le trône qui était le joyau des ivoires de Begram. Ses pièces ont été éparpillées et le trône n'existe plus. Ce que nous voyons se produire sous nos yeux, c'est l'annihilation de tout ce qui faisait le caractère unique de la culture afghane : son extraordinaire diversité.

Cette régression qui s'opère en Afghanistan, sous les Taliban, vers la barbarie insensée des temps médiévaux est précisément ce contre quoi l'Inde, comme de nombreux autres pays, avait mis le monde en garde depuis si longtemps. La communauté internationale a condamné et rejeté sans équivoque les orientations idéologiques des Taliban, qui ont transformé leur territoire en plaque tournante du terrorisme international, du trafic de drogues et des violations des droits humains fondamentaux, notamment des droits des femmes.

La destruction des statues géantes du Bouddha, qui sont l'incarnation de la compassion, de la sagesse éclairée et de la paix est le symptôme d'une menace et d'un défi beaucoup plus redoutables : en se faisant l'émule des régimes tristement célèbres qui ont détruit le moindre vestige historique des valeurs, de l'expérience et du sens hérités de leur passé, les Taliban se sont engagés sur une pente qui conduira à l'annihilation de la riche mosaïque de cultures qui fait l'Afghanistan. Un observateur de ce carnage a dit : « Les dégâts ne sont pas uniquement physiques et matériels; c'est l'âme et le bien-être spirituel des Afghans qui sont ici pris pour cibles ».

Même à ce stade tardif, nous tenons à lancer un appel pour que cesse la destruction des incomparables

manifestations du patrimoine culturel de toute l'humanité. Si les Taliban ne souhaitent pas conserver ce patrimoine, notre gouvernement a annoncé qu'il serait heureux d'organiser le transfert de toutes ces oeuvres d'art vers l'Inde, où elles seraient conservées en sûreté et protégées pour toute l'humanité, étant bien entendu qu'elles font avant tout partie des trésors de la culture et du peuple afghan lui-même.

Face à ce mépris pur et simple des Taliban pour le précieux et irremplaçable patrimoine de l'Afghanistan, qui fait partie des sommets de l'histoire culturelle de notre région, et face, en cette Année pour le dialogue entre les civilisations, au dédain dont ils font preuve pour les protestations et les appels de la communauté internationale suite à la destruction d'objets d'art qui non seulement sont des créations magnifiques d'une civilisation antique, mais des objets révévés par les bouddhistes du monde entier, le message collectif de la communauté internationale aujourd'hui doit être un message de condamnation énergique et sans équivoque et d'appel à la cessation immédiate de cet acte de destruction.

M. Estévez-López (Guatemala) (*parle en espagnol*) : Mon gouvernement est très profondément préoccupé par la situation que le projet de résolution dont nous sommes saisis, et dont nous avons l'honneur d'être l'un des auteurs, cherche à redresser, ou au moins à améliorer.

Nous aimerions expliquer brièvement les raisons de ce sentiment.

Comme tout le monde le sait, le Guatemala a le privilège et la fierté d'avoir des sites et des monuments qui représentent des trésors archéologiques et historiques appartenant au patrimoine culturel de l'humanité. Trois de ces endroits figurent ainsi sur la liste des biens qui, comme faisant partie de cet héritage, sont touchés par l'importante Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, adoptée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en 1972 et à laquelle le Guatemala est partie, avec – je le souligne – l'Afghanistan, depuis 1979. L'un de ces sites est une magnifique métropole coloniale partiellement en ruine. Les deux autres, qui sont beaucoup plus anciens, sont des complexes architecturaux datant du premier millénaire de l'ère chrétienne. Ces richesses archéologiques, que les autorités nationales s'efforcent de protéger, augmentent en nombre au fil des ans par suite des ex-

cavations effectuées dans différentes parties de notre territoire.

Il est donc absolument incompréhensible pour nous que, de nos jours, l'esprit d'un être humain puisse envisager l'idée insensée de détruire, de sang-froid et pour des raisons qui n'ont rien à voir avec l'utilité publique, des monuments archéologiques dont la valeur pour l'humanité tient non seulement dans leurs mérites artistiques et leur intérêt historique, mais également dans le caractère vénérable qu'ils tirent de leur association avec l'une des religions les plus anciennes du monde.

Toutefois, ce ne sont pas là les seules raisons pour lesquelles nous sommes profondément outrés par la possibilité que l'humanité puisse perdre pour toujours les magnifiques monuments dont la destruction a été envisagée. Cette tragique possibilité nous rappelle en effet les pertes qu'a subies et que continue de subir notre propre patrimoine archéologique, en raison d'actes de vandalisme et de destruction commis par des individus qui accordent plus d'importance à leurs propres intérêts étroits qu'aux intérêts de l'humanité.

Pour toutes ces raisons, ainsi que pour celles énoncées par les orateurs qui nous ont précédés, nous espérons sincèrement que l'appel contenu dans le projet de résolution dont nous sommes saisis non seulement sera entendu par ceux à qui il est destiné, mais que ceux-ci l'entendront et y donneront suite avec la profonde conviction que les principes de la civilisation sur lesquels cet appel est fondé sont indiscutablement justifiés.

M. Aboulgheit (Égypte) (*parle en arabe*) : L'Égypte a toujours été parmi les premiers Membres de l'ONU à réclamer un dialogue fructueux et utile entre les civilisations afin de promouvoir la compréhension mutuelle et d'établir des contacts menant à une coexistence constructive pour le bien de l'humanité.

Sur cette base, je prends aujourd'hui la parole devant l'Assemblée générale pour réaffirmer notre inquiétude et pour appuyer ceux qui ont exprimé leur consternation devant la détérioration continue de la situation en Afghanistan, un pays qui a été témoin des premières tentatives de l'humanité d'établir un dialogue entre l'Est et l'Ouest par le biais de contacts, explorés d'abord par la Grèce antique avec des terres en Asie centrale et dans le sous-continent. Nous sommes troublés par la souffrance des citoyens de ce pays

duement éprouvé par des différends internes et une guerre civile.

Compte tenu de cette souffrance, les faits survenus récemment dont nous discutons aujourd'hui ont accru l'inquiétude de la communauté internationale concernant la possibilité que des dommages soient causés à la civilisation humaine et à son patrimoine. À cet égard, nous souhaitons réaffirmer les éléments suivants.

Premièrement, la religion de l'islam est apparue comme un message international appelant à l'éducation et à l'édification afin d'émanciper l'esprit des gens du mensonge et des traditions éculées. L'islam n'est pas apparu pour détruire ou lancer une agression contre le patrimoine culturel d'autres nations ou religions.

Deuxièmement, le patrimoine historique des diverses civilisations appartient à toute l'humanité, qui doit chercher à le protéger et à en assurer la continuité en tant que témoin de civilisations antérieures. Nous ne pouvons pas accepter une théorie qui consiste à faire du tort à d'autres civilisations, reliques ou religions.

Au moment où la communauté internationale cherche avec acharnement à aider les Afghans, qui meurent quotidiennement par centaines en raison de conditions climatiques difficiles, d'une sécheresse extrême et de combats internes intenses entre diverses factions, elle est maintenant confrontée à un décret exigeant la destruction des reliques non islamiques en Afghanistan. La première conséquence de ce décret est de détourner l'attention de la communauté internationale de la nécessité de fournir une assistance à la population afghane; ainsi, cette attention est centrée sur les efforts visant à préserver le patrimoine culturel du pays plutôt que sur ceux visant à sauver des vies qui y sont en péril.

Nous demandons à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution dont elle est saisie sans le mettre aux voix, afin d'envoyer un message clair de la part de la communauté internationale indiquant qu'il est vital de mettre fin à la situation tragique dans ce pays frère, qui a besoin de notre aide pour surmonter sa situation désespérée. L'Égypte saisit cette occasion pour demander une fois de plus à la communauté internationale de s'efforcer de trouver une solution immédiate au problème des réfugiés afghans et de leur permettre de retourner volontairement chez eux et de jouir du droit de vivre dans des conditions pacifiques et stables. Nous demandons à toutes les factions

afghanes belligérantes d'entendre la voix de la sagesse et d'écouter leur conscience en accordant une plus grande priorité aux intérêts de leur pays plutôt qu'à leurs intérêts personnels étroits. Ils doivent s'abstenir de prendre toute mesure qui pourrait jeter un mauvais éclairage sur l'Islam. Ils se doivent de répondre de façon positive à l'appel de la communauté internationale et s'abstenir de détruire le patrimoine culturel et les monuments de l'Afghanistan.

L'Égypte estime que la destruction de toute relique ou monument humains ou religieux dans n'importe quel pays, civilisation ou société ne peut que faire naître encore plus de doutes et de malentendus. Nous saisissons cette occasion pour exprimer notre appréciation pour les efforts déployés par le Secrétaire général et son Représentant personnel pour l'Afghanistan afin de persuader toutes les parties d'entreprendre un processus de dialogue et de rechercher une solution pacifique à la question afghane.

M. Sun Joun-yung (République de Corée) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je voudrais saisir cette occasion pour vous exprimer ma gratitude d'avoir convoqué cette réunion, ainsi qu'au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, pour ses efforts destinés à élaborer un projet de résolution visant à empêcher la destruction des statues historiques bouddhiques, du fait du décret promulgué par les Taliban. Je pense que le projet de résolution mérite notre appui à tous, car il cherche à préserver le patrimoine culturel, historique et religieux de toute l'humanité.

Les statues bouddhiques en Afghanistan, y compris les grandes statues bouddhiques de Bamiyan, constituent une rareté car elles sont l'un des rares exemples des magnifiques sculptures bouddhiques. Elles représentent une partie importante du patrimoine culturel de l'une des plus anciennes religions du monde. En outre, elles peuvent aider à comprendre des faits historiques sur le développement du bouddhisme en Asie. Ces statues doivent donc être préservées en tant qu'élément irremplaçable du patrimoine culturel de l'humanité.

Nous devons, en tant que membres de la communauté internationale, prendre les mesures nécessaires et appropriées pour protéger les objets d'art historiques d'Afghanistan. À cet égard, nous saluons les efforts déjà menés par la communauté internationale, en particulier les mesures prises par le Secrétaire général et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la

science et la culture (UNESCO), pour faire cesser cet affront.

Dans son message en date du 3 mars 2001 adressé au Secrétaire général et au Président de l'Assemblée générale, le Président Kim Dae-jung, de la République de Corée, a exprimé sa plus vive préoccupation à la suite de la promulgation du décret des Taliban et demandé que l'on mette fin immédiatement aux actes systématiques de destruction. Dans le même temps, il a exprimé son plein appui aux mesures prises par le Secrétaire général et l'UNESCO et demandé au Secrétaire général et au Président de l'Assemblée de prendre les mesures appropriées pour empêcher la destruction des reliques culturelles d'Afghanistan. Il a également affirmé que la République de Corée participerait pleinement aux efforts de la communauté internationale pour protéger le patrimoine commun de l'humanité.

Animée de ces pensées, la République de Corée soutient pleinement le projet de résolution dont nous sommes saisis.

M. Khalid (Pakistan) (*parle en anglais*) : Le Pakistan partage la préoccupation de la communauté internationale à la suite de la décision prise par le Gouvernement afghan de détruire certains objets d'art historiques d'Afghanistan. Nous attachons une grande importance à la préservation du patrimoine archéologique, historique, culturel et religieux du monde. Nous nous sommes associés aux autres pour demander au Gouvernement afghan de prendre des mesures afin de protéger pleinement les monuments, sites, statues et objets d'art historiques d'Afghanistan, qui constituent un élément du patrimoine culturel mondial. Nous avons utilisé les voies diplomatiques à Islamabad et à Kaboul pour essayer de persuader le Gouvernement afghan de revoir sa décision.

Le Pakistan adhère pleinement à la Déclaration du Sommet du Millénaire soutenant les principes de tolérance et de respect pour les diverses croyances et valeurs. En outre, le respect des autres religions et croyances est requis des musulmans. De concert avec d'autres pays musulmans, nous avons demandé instamment au Gouvernement afghan de faire montre d'esprit de tolérance, encouragé par l'Islam, et de respect des sentiments internationaux à cet égard.

Tout en continuant de demander au Gouvernement afghan de rapporter son décret, nous voudrions également appeler la communauté internationale à s'interroger sur les causes qui ont fait que les Taliban

ont eu recours à des mesures aussi radicales. S'agit-il de signes de désespoir dus à la dénonciation et à l'ostracisme de la communauté internationale à l'égard du Gouvernement afghan? Cette conduite ne peut être expliquée que comme une forme de réaction face à la condamnation internationale des Taliban. Si nous voulons réellement changer leur comportement et le voir s'accorder avec les normes établies, nous devons employer la persuasion, et non pas l'intimidation. Nous devons nous rapprocher, et non pas prendre nos distances. Nous devons essayer de convaincre au lieu de rejeter. Si nous devons condamner les Taliban pour leurs méfaits, nous devons également les féliciter pour leurs réussites, comme dans le cas de la récente destruction des récoltes de pavot dans les territoires qu'ils contrôlent, mesure qui fut exécutée aux risques et périls des fermiers afghans.

Même si les reliques historiques sont importantes, nous pensons que les vies humaines le sont également et même plus. L'Afghanistan fait face actuellement à une grave crise humanitaire. Au milieu d'un hiver rigoureux, 700 000 civils afghans ont été déplacés, et 170 000 autres réfugiés sont arrivés au Pakistan. Prises après des décennies de guerre et dans le contexte d'une situation de sécheresse sans précédent, les sanctions récemment imposées par la résolution 1333 (2000) du Conseil de sécurité ont été l'élément fatal. Nous assistons à une crise de proportions immenses.

Alors que l'ONU a fait montre de détermination en prenant des mesures contre les Taliban sur un certain nombre de questions, nous n'avons pas même commencé à faire face à la situation déplorable d'aujourd'hui. Tout comme nous n'avons pas encore commencé sérieusement à examiner le tableau plus général, à savoir le rétablissement de la paix en Afghanistan et la reconstruction de ce pays. Si cela n'est pas fait, on ne verra pas la fin du cycle de malheurs subis par le peuple afghan, ni de ces questions qui suscitent la consternation de la communauté internationale.

M. Nejad Hosseinian (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je voudrais d'abord vous exprimer la gratitude de ma délégation pour avoir convoqué cette séance extraordinaire de l'Assemblée générale sur une question particulièrement importante pour les États Membres et la communauté internationale.

Il est particulièrement malheureux qu'en cette année proclamée par l'Assemblée générale Année des

Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations, une partie du patrimoine culturel de l'humanité en Afghanistan soit menacée de destruction par la milice Taliban. L'Afghanistan, en tant que pays situé sur l'ancienne route de la soie, porte l'empreinte de nombreuses grandes civilisations antiques qui ont été en contact avec la terre d'Afghanistan et ont créé un héritage culturel riche et unique. Les reliques de ce patrimoine culturel, y compris des statues appartenant aux époques préislamiques et islamiques de la civilisation afghane, attestent la richesse de la culture afghane et devraient être préservées.

Les tentatives en cours, suite au décret de la direction Taliban, pour détruire les anciennes reliques à Bamiyan s'ajoutent à un certain nombre d'autres actes perpétrés par les Taliban ces dernières années, qui vont à l'encontre des principes fondamentaux de respect, de tolérance et de sagesse sur lesquels l'islam est basé. L'islam a lutté contre l'idolâtrie et l'a réfutée. Mais c'est par obscurantisme et étroitesse d'esprit que l'on associe au concept d'idolâtrie la créativité artistique de l'humanité telle qu'elle se manifeste dans les sculptures, les peintures, etc. Nul doute que l'opinion publique internationale rejettera à juste titre la responsabilité de l'acte injustifié de destruction des œuvres d'art antiques sur les Taliban à l'esprit rigide et sur leurs sympathisants.

Les Taliban ont déjà imposé des épreuves et des souffrances indicibles au peuple afghan en refusant de s'engager dans un processus de paix véritable visant à un règlement pacifique de la crise afghane. Leur participation aux activités terroristes et au trafic de drogues a déjà causé un grand tort au peuple afghan, ainsi qu'aux pays avoisinants et au-delà. En outre, dans les zones contrôlées par les Taliban, des Afghans, en particulier des femmes et des jeunes filles, font également l'objet de restrictions sévères et d'un traitement inhumain qui sont tout à fait contraires aux enseignements compatissants de l'islam. Le nouvel acte dans lequel ils se sont lancés, c'est-à-dire la destruction du patrimoine culturel de l'Afghanistan, porte un nouveau coup à ce que l'humanité chérit. Si on ne s'y oppose pas, ce nouveau chemin se traduira par la perte pour le peuple afghan du trésor de son patrimoine et de son glorieux passé. Sans aucun doute, les auteurs de cet acte irréparable porteront une lourde responsabilité devant le peuple afghan et l'histoire, et ils perdront toute crédibilité vis-à-vis de l'opinion publique et de la communauté internationale.

Nous espérons encore que les dirigeants des Taliban réexamineront et annuleront leur décision, afin de permettre la préservation du patrimoine historique afghan au bénéfice des générations présentes et futures. Par conséquent, nous croyons que les efforts entrepris par la communauté internationale pour convaincre les Taliban de ne pas mettre à exécution les destructions prévues valent la peine et doivent continuer avec une énergie accrue.

Nous sommes heureux de nous porter coauteurs du projet de résolution A/55/L.79, qui souligne la préoccupation de la communauté internationale face à la dernière décision insensée des Taliban. Nous espérons que le message clair contenu dans ce projet de résolution, présenté par quelque 80 États Membres, sera entendu par les Taliban. J'aimerais également faire consigner notre sentiment de profonde reconnaissance au Représentant permanent de l'Allemagne et à ses collègues pour l'excellent et opportun travail accompli lors des consultations pour ce projet de résolution et lors de sa rédaction.

M. Jayanama (Thaïlande) (*parle en anglais*) : Au nom de mon gouvernement, je vous exprime mes remerciements, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette séance plénière pour discuter d'une question qui est d'importance capitale non seulement pour mon pays, la Thaïlande, mais aussi pour l'Afghanistan lui-même et, en fait, pour la communauté islamique et la communauté internationale. Nous aimerions également saisir cette occasion pour dire notre satisfaction à l'Allemagne qui a pris l'initiative de préparer cet opportun projet de résolution sur la destruction de reliques et de monuments en Afghanistan (A/55/L.79). La Thaïlande est coauteur de ce projet de résolution et espère qu'il sera adopté par consensus.

Je crois que nous sommes rassemblés ici aujourd'hui avec des sentiments partagés de grande tristesse et de grave préoccupation devant le tour récemment pris par les événements en Afghanistan. En tant que pays à prédominance bouddhiste, la Thaïlande et le peuple thaïlandais sont affligés par le décret que les dirigeants Taliban ont adopté visant à démolir les deux antiques statues monumentales du Bouddha dans la province de Bamiyan en Afghanistan, ainsi que d'autres objets d'art historiques irremplaçables à travers le pays. Nous sommes indignés par les actes continus de destruction qui ont lieu en ce moment, malgré le concert de supplications, de protestations et de condamnations de la part de la communauté in-

ternationale. Ce que l'on est en train de détruire représente non seulement un symbole sacré pour les bouddhistes du monde entier, mais également une partie inestimable du riche patrimoine culturel de l'Afghanistan, et en fait, du patrimoine culturel commun de l'humanité. Il est vraiment incroyable que pareils actes de destruction puissent être commis en notre époque moderne de lumières et de tolérance.

Mais nous sommes aussi réunis ici mus par l'objectif commun de faire peser de tout son poids la communauté internationale, en exprimant notre condamnation universelle devant la destruction du patrimoine culturel inestimable de l'Afghanistan et du monde. Nous voulons aussi prendre les mesures nécessaires pour protéger ce qui reste. Le projet de résolution que nous examinons cherche à produire ce résultat. En fin de compte, le projet de résolution demande à tous les membres de la communauté internationale de défendre le principe de respect de la diversité culturelle, qui est le fondement même de l'ONU et de ses organismes, notamment de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

La Thaïlande donne donc tout son appui à ce projet de résolution et prie instamment les États Membres de lui accorder leur appui universel. Nous espérons que l'intensité renforcée de la condamnation internationale aidera à arrêter et empêcher d'autres destructions de reliques, monuments ou objets d'art en Afghanistan. Nous lançons également un appel à tous ceux qui peuvent exercer une influence sur les dirigeants Taliban, afin qu'ils jouent leur rôle pour aider à protéger ce qui reste d'une part importante du patrimoine culturel de l'Afghanistan et du patrimoine culturel commun de l'humanité.

Comme l'a dit le Représentant permanent de l'Allemagne en présentant ce projet de résolution, nous espérons également que notre appel ne vient pas trop tard.

M. Krokmal (Ukraine) (*parle en anglais*) : L'Ukraine s'associe à la déclaration faite plus tôt ce matin par l'Ambassadeur de la Suède au nom de l'Union européenne et des pays associés.

À cet égard, nous tenons de nouveau à condamner avec fermeté l'édit des Taliban ordonnant la destruction de monuments historiques non islamiques, et nous en demandons la révocation. L'Ukraine affirme qu'il s'agit là d'une violation flagrante du droit international, en particulier de la Convention de l'Organisation

des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel.

L'Ukraine se félicite du projet de résolution de l'Assemblée générale sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales. Ma délégation a fermement appuyé ce projet de résolution, qui, nous espérons, sera adopté à l'unanimité. Il est bon également que nous rendions hommage à la délégation allemande qui a joué un rôle essentiel dans sa préparation.

M. Bhattarai (Népal) (*parle en anglais*) : Les statues du Bouddha et autres lieux saints en Afghanistan, comme l'ont dit à juste titre les orateurs de ce matin, constituent des trésors d'une valeur inestimable du patrimoine culturel de l'humanité. Il est donc du devoir de la communauté internationale d'assumer une responsabilité collective alors qu'une menace imminente pèse sur ce patrimoine. Au nom du Gouvernement de Sa Majesté le roi du Népal, j'aimerais vous dire, Monsieur le Président, que nous vous sommes extrêmement reconnaissants d'avoir organisé aujourd'hui rapidement cette séance plénière.

Profondément choqués par l'édit et les mesures décrétés récemment par les Taliban en vue de détruire les statues historiques du Bouddha dans la province de Bamiyan en Afghanistan, le Gouvernement de Sa Majesté et le peuple du Népal ont lancé un appel à tous les peuples et à tous les gouvernements épris de paix, pour qu'ils mettent sur pied une représentation diplomatique collective afin de préserver et de protéger ces statues. À cet égard, nous saluons les mesures adoptées rapidement par le Secrétaire général et par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) face à cette catastrophe culturelle imminente.

C'est précisément dans cet esprit que ma délégation tient à féliciter l'Allemagne de son initiative consistant à présenter à l'Assemblée générale le projet de résolution relatif à la destruction de reliques et de monuments en Afghanistan. Le Népal a l'honneur d'être coauteur de ce projet de résolution. Nous pensons que ce projet de résolution cherche à faire prendre conscience aux autorités taliban, avant qu'il ne soit trop tard, de la grande importance de la tolérance religieuse et culturelle, afin qu'elles prennent immédiatement des mesures qui mettront fin aux destructions en Afghanistan et qui préserveront le caractère sacré et

l'intégrité de ces statues de l'un des plus grands apôtres de la paix. J'engage donc l'Assemblée à adopter ce projet de résolution par consensus.

M. Neewoor (Maurice) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette importante réunion de l'Assemblée générale pour examiner le projet de résolution sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales.

Ma délégation est vivement préoccupée par la situation en Afghanistan, et en même temps, doit dire sa consternation et sa déception face à l'attitude de défi adoptée par les Taliban en réponse à l'appel de la communauté internationale visant à faire cesser la destruction et l'élimination des reliques historiques en Afghanistan. Le décret des Taliban relatif à la destruction de toutes les statues bouddhistes, notamment deux statues monumentales vieilles de près de 2 000 ans sculptées dans la paroi d'une falaise à Bamiyan, dans l'Hindu Kush, annonce une catastrophe culturelle d'une portée mondiale.

Ma délégation sait gré aux mesures prises promptement par le Secrétaire général engageant instamment les responsables taliban à abandonner leurs projets de destruction de toutes les reliques pré-islamiques en Afghanistan. Nous exhortons les Taliban à accepter la proposition faite par le Metropolitan Museum of Art de New York d'envoyer une équipe qui retirerait les structures et les sculptures mobiles d'Afghanistan à titre temporaire. Le Gouvernement indien a fait une offre similaire. Nous espérons que les Taliban comprendront l'importance fondamentale de la liberté culturelle, qu'ils respecteront les vestiges de civilisations qui, au cours des âges, ont résisté à l'épreuve du temps, et qu'ils cesseront toute autre destruction de ce patrimoine culturel inappréciable.

Nous apprécions au plus haut point l'initiative de M. Koichiro Matsuura, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), qui a dépêché en Afghanistan son envoyé spécial, M. Pierre Lafrance, pour qu'il exhorte les autorités taliban à revenir sur leur décision visant à détruire ces anciennes statues du patrimoine culturel afghan.

Ma délégation est convaincue que la destruction de monuments bouddhistes est un crime qu'aucun concept islamique ne peut justifier. L'islam a toujours prêché la tolérance et le respect de toutes les religions.

Il est écrit dans l'un des versets du Coran : « À vous votre religion, et à moi ma religion ». C'est là-dessus que repose l'unité des divers groupes ethniques qui composent l'Afghanistan. En mettant le décret à exécution, les Taliban agissent à l'encontre du principe même de l'Islam qu'ils prétendent professer si activement.

Ma délégation est aussi vivement préoccupée par les souffrances des réfugiés et des personnes déplacées. Des informations récentes en provenance du nord de l'Afghanistan font état d'une dégradation continue des conditions de vie des personnes déplacées en raison des hostilités et de la sécheresse. Ces personnes sont plus que jamais exposées à la famine et à la malnutrition. Nous demandons instamment aux Taliban de s'attacher à créer un environnement permettant à la communauté internationale de venir en aide au peuple afghan et de soulager ses souffrances.

Nous rendons hommage aux travailleurs humanitaires pour leur énergie et leur courage dans l'adversité. Nous exprimons tout notre appui à leur oeuvre de bienfaisance. Nous engageons les Taliban à permettre l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire et à laisser les organismes humanitaires mener leurs activités en toute liberté.

La paix et la sécurité internationales, comme nous le savons tous, reposent sur une base fragile de compréhension et de respect mutuel entre les nations, les religions et les cultures de tous les peuples du monde.

À cet égard, la tolérance des religions et de la diversité culturelle au sein des nations est le fondement même de la stabilité des sociétés et de la recherche d'un développement pacifique. Nous exhortons les Taliban à adhérer à ces principes fondamentaux.

Ma délégation remercie la Mission permanente de l'Allemagne d'avoir rédigé ce projet de résolution, qui bénéficie du soutien écrasant des Membres de l'Organisation des Nations Unies et que Maurice coparraine. Notre présence est une manifestation de notre solidarité et de notre respect des valeurs humaines reposant sur la rectitude, l'égalité, la justice et le respect mutuel.

M. Sun (Cambodge) (*parle en anglais*) : Au nom de la délégation cambodgienne, je tiens à exprimer le bouleversement avec lequel le Royaume du Cambodge et son peuple ont accueilli la nouvelle de la décision des Taliban d'adopter puis d'exécuter le décret passé

par leur dirigeant militaire contre les idoles, et auquel on doit la destruction de statues préislamiques et d'autres reliques en Afghanistan, dont les grandes statues du Bouddha vieilles de 2 000 ans et les inestimables sanctuaires bouddhiques de Bamiyan. Déjà, nous dit la presse, près d'un quart des deux incomparables sculptures géantes de cette antique civilisation de la province de Bamiyan ont été détruites. L'idée de détruire les reliques de cette civilisation, dont le peuple afghan doit s'enorgueillir, est affligeante à un moment où toutes les civilisations s'unissent dans la promotion du dialogue et du partage des valeurs, habitées par la grâce de la tolérance et de l'entente entre nations et cultures, dans l'intérêt de la paix et de la prospérité de l'humanité.

Malgré les critiques et les protestations que cet acte de vandalisme culturel a provoquées au sein de la communauté mondiale, la destruction se poursuit. Le Cambodge partage les graves préoccupations et la consternation de la communauté internationale et condamne énergiquement ces actes barbares et sacrilèges des dirigeants taliban. Dans le cadre de l'effort international, un appel a déjà été lancé par notre Premier Ministre, nos autorités religieuses et le Ministre des affaires religieuses pour demander l'arrêt de la destruction des statues du Bouddha et des autres reliques en Afghanistan.

Nous estimons que la destruction des objets d'art préislamiques et particulièrement des deux statues géantes du Bouddha uniques en leur genre, qui font partie du patrimoine culturel de l'humanité, constitue une perte considérable pour l'Afghanistan et une perte irréparable pour toute l'humanité. Nous exhortons les autorités taliban à revenir sur leur décision barbare et à s'abstenir de cet acte de destruction insensé.

Déplorant ces actes de vandalisme et espérant vivement que les Nations Unies prendront note des graves répercussions de la destruction d'un patrimoine culturel appartenant à toutes les nations et à toutes les religions et qu'ils les condamneront, le Cambodge aimerait se porter coauteur du projet de résolution élaboré par le Gouvernement allemand, auquel nous exprimons également notre satisfaction et notre gratitude.

M. Valdivieso (Colombie) (*parle en espagnol*) : La Colombie appuie, c'est pourquoi elle s'en est portée coauteur, le projet de résolution que nous allons adopter ce matin au titre du point 46 de l'ordre du jour inti-

tulé « La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales ».

Nous déplorons profondément que les appels lancés ces dernières années par l'Assemblée générale, dans ses résolutions 53/203, 54/189 et 55/174, pour demander aux Taliban de protéger les reliques et monuments historiques et culturels de leur pays, qui font partie du patrimoine commun de l'humanité, n'aient pas été écoutés.

La Colombie condamne la destruction irréparable des statues bouddhiques de Bamiyan et des autres monuments et reliques de l'Afghanistan, déclenchée par le décret des autorités taliban du 26 février. Nous considérons que ce type de décisions ne favorise en rien le peuple afghan, qui traverse actuellement une crise humanitaire sans précédent. C'est, au contraire, une preuve d'intolérance religieuse, à un moment où la communauté internationale cherche à favoriser le dialogue entre civilisations et à renforcer les principes de la tolérance et du respect pour les croyances et valeurs religieuses.

Nous exhortons par conséquent les autorités des Taliban à revenir sur leur décision et nous nous joignons à l'appel de la communauté internationale pour que cessent immédiatement les actes de vandalisme et de destruction contre le patrimoine culturel du peuple afghan.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous venons d'entendre le dernier orateur dans le débat sur cette question.

J'annonce que les États Membres suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution A/55/L.79 : Bolivie, Îles Salomon, Madagascar, Monaco, Ouzbékistan, Pérou, République de Moldova et Sierra Leone.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/55/L.79, intitulé « La destruction de reliques et de monuments en Afghanistan ».

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/55/L.79?

Le projet de résolution A/55/L.79 est adopté (résolution 55/243).

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée générale a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen du point 46 de l'ordre du jour.

Programme de travail

Le Président (*parle en anglais*) : J'informe les membres que l'Assemblée générale examinera le mercredi 14 mars 2001, dans la matinée, le point 166 de l'ordre du jour intitulé « Élection de juges du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 ».

La séance est levée à 11 h 40.